

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 9 avril 2012

Interdire les licenciements ? Oui c'est possible !

Pas de trêve électorale qui tienne pour le patronat. Les plans de licenciements se succèdent sous toutes les formes possibles, dans tous les types d'entreprises. Par une explosion des ruptures de contrat dites hypocritement « conventionnelles » ; par des ventes d'entreprises à prix symbolique à des magouilleurs connus pour liquider les boîtes rachetées au bout de quelques années comme c'est actuellement le cas à Arkéma, le groupe de la chimie, qui compte céder pour un euro son pôle vinylique au repreneur voyou Gary Klesch ; par des annonces générales de suppressions d'emplois dont le détail est repoussé après les élections comme à Air France ; par des fermetures de sites ; par un arrêt pur et simple de la production comme à Florange où le haut-fourneau est à l'arrêt pour une durée indéterminée, et ainsi de suite.

Tous ces licenciements, qui ravagent les familles ouvrières ou parfois des régions entières se font au nom de la compétitivité de l'industrie française prise dans les tourments de la crise. Pourtant comme le note un éditorialiste des *Échos*, journal des milieux d'affaires, « *un constat s'impose : alors que le pays est à la peine, la plupart de ses fleurons ne connaissent pas la crise* ». Traduit de la langue patronale : quand la classe ouvrière trinque, la bourgeoisie se régale. Les groupes du CAC 40 ont ainsi reversé 35,8 milliards de dividendes aux actionnaires en 2011, une part toujours plus importante des profits au détriment des salaires et de l'emploi.

Stopper cette litanie de licenciements par leur interdiction est une nécessité vitale pour l'ensemble des travailleurs. Et cela ne dépend pas d'un résultat électoral.

Interdire les licenciements suppose une lutte d'ensemble de la classe ouvrière. Une lutte qui lierait entre elles les multiples combats dispersés qui existent déjà, dans la métallurgie, la chimie, le textile, le commerce, les transports, la poste, les hôpitaux... La lutte entreprise par entreprise conduit parfois à de petits reculs partiels et provisoires du patronat, mais il faudra que tous ces combats locaux convergent pour opposer au patronat

les forces de l'ensemble du monde du travail. Une telle mobilisation permettrait également aux salariés, eux qui se trouvent à tous les échelons de l'organisation économique, de contrôler les comptes des grandes entreprises. Celles dont dépendent bien souvent les comptes de centaines de PME, de régions entières.

Les travailleurs seraient alors en situation de dicter leurs conditions : prendre sur les profits actuels ou passés pour partager le travail entre tous, au lieu du chômage pour les uns et de l'exploitation aggravée pour les autres ; imposer des augmentations de salaires minimales de 300 euros nets mensuels pour rattraper le coût de la vie. Et bien d'autres revendications.

C'est la perspective que défend notre camarade Philippe Poutou, ouvrier de l'automobile, qui se présente aux présidentielles pour le NPA.

Ce programme de lutte est bien plus réaliste que de penser qu'un bulletin de vote ou un sauveur suprême pourrait contraindre les familles Peugeot, Bouygues, Mittal et consorts à arrêter leurs attaques. Pour les faire céder, il faudra que ces gens-là aient peur de tout perdre. Que nous soyons tous leur cauchemar.

A l'heure où toute l'Europe est traversée par les mêmes plans d'austérité, peu importe la couleur politique des gouvernements. Des grèves, dont celles générales d'une journée, ont parcouru l'Europe, de la Grèce à l'Espagne, de l'Italie au Portugal ou même l'Allemagne. Arrivera bien le moment où toutes ces colères successives se transformeront en une véritable déflagration sociale. Les travailleurs seront alors en mesure de contraindre ces messieurs du gouvernement et du CAC 40 de nous céder de toute urgence ces mesures de sauvegarde qu'ils jugent aujourd'hui « impossibles ».

Le 22 avril votez pour la lutte, votez Philippe Poutou !

Meeting national de Philippe POUTOU,
candidat du Nouveau Parti Anticapitaliste
Jeudi 12 avril à 20 heures, à la Halle CARPENTIER de
Paris. Métro Porte de Choisy ou Porte d'Ivry.

S'ils nous visent tous, ils nous auront tous sur le dos !

Les conséquences de l'alliance GM-PSA n'ont pas tardé à se faire sentir : le projet de boîte de vitesse, DCT, et un autre de véhicule hybride seraient arrêtés.

A La Garenne des dizaines de salariés se retrouveront sur le carreau, et la direction a le culot de leur demander de se recaser eux-mêmes ailleurs.

Tout ça pour coller à la politique de « hiérarchisation des investissements décidée dans le cadre du plan visant à réaliser 1 Milliard d'Euros d'économies ».

En fait le milliard d'économies, c'est bel et bien sur notre dos, celui des emplois, que PSA compte le faire. Après une première et importante vague de départ de BEX, c'est maintenant au tour des embauchés d'être visés, dans les centres techniques comme dans les usines et seulement pour la course aux profits.

Voilà qui est clair : c'est donc tous ensemble que nous devons nous battre pour défendre nos intérêts et nos postes face aux sales coups que l'on nous prépare !

Déshabiller Pierre pour mieux déshabiller Jacques

Dans certains services sous tension, la direction impose de renoncer aux formations sous prétexte d'aider à la reconversion des collègues des secteurs dits « sensibles » dont les postes sont supprimés, sous prétexte de « solidarité ». En l'espace de 3 mois : exit les formations DIF seules les formations internes, dispensées par la direction, sont maintenues.

La direction voudrait nous faire payer la suppression des postes de nos collègues. La solidarité avec les collègues c'est avant tout de, tous ensemble, refuser les suppressions de nos postes et de nos formations.

PSA mangeur d'enfants

La direction nous annonce que désormais avec sa nouvelle mutuelle, les enfants aussi devront y être obligatoirement rattachés à partir du moment où ils sont à charge fiscalement. PSA et ses alliés Médéric et AON (qui sont tour à tour entremetteur, assureurs et gestionnaires), ne reculent devant rien : les enfants sont un prétexte supplémentaire pour nous faire cracher car ils constituent pour les assureurs des parts de marché juteuses.

Preuve s'il en fallait des profits réalisés sur notre dos, sur notre santé et maintenant sur nos enfants...

Prise de tête obligatoire

Avec l'entrée en vigueur de la mutuelle, nous devons nous coltiner des formalités administratives : compliqué de remplir les papiers, de prendre rendez-vous pour se faire expliquer... Sans parler des démarches pour résilier nos actuelles mutuelles.

Après ce forçage de la direction pour nous imposer

cette mutuelle, il ne faut plus trop compter sur elle pour nous communiquer le mode d'emploi !

Grève contre le chômage et les cadences infernales

90 salariés de PSA-Sochaux ont débrayé en fin de semaine dernière pour le maintien de tous les emplois, l'amélioration des conditions de travail et l'égalité de traitement entre CDI et intérimaires lors des journées chômées. Les grévistes se sont rassemblés pour protester contre les suppressions de postes et le renvoi de 350 intérimaires de l'usine. Ils refusent de voir les uns se retrouver au chômage pendant que les autres vont avoir une charge de travail encore plus lourde à supporter.

500 € par mois

L'opération monopoly de PSA se précise : rien que la vente du siège, avenue de la Grande Armée, va lui rapporter 245 millions d'euros. A cela va s'ajouter la vente du siège de Citroën à Saint-Ouen ainsi que les 440 millions d'euros déjà obtenus par la cession de Citer et les 500 millions d'euros que la direction espère obtenir de la vente d'une partie de Gefco.

De quoi augmenter largement les salaires de tous les salariés de PSA à travers le monde.

PRV : Privés de Ressources en Vitesse

107 anciens salariés de Flins et de Sandouville ont déposé aux prud'hommes une demande d'annulation de leur contrat conclu en 2009 dans le cadre du Plan Renault Volontariat. A l'époque, Renault leur promettait 9 mois de chômage afin d'atteindre la retraite. Sauf que depuis, l'âge de la retraite a reculé et ils sont sans ressources pour une durée allant jusqu'à 30 mois. Certains ont dû se mettre à l'intérim à 58 ans.

Le 28 mars, ils sont allés devant l'Atelier Renault des Champs-Élysées où ils ont remis un faux chèque de 25,5 millions d'euros, le montant de la subvention européenne touchée par Renault pour le PRV.

En Espagne aujourd'hui, en France demain ?

Le gouvernement espagnol a présenté un nouveau plan de rigueur : maintien du gel des salaires des fonctionnaires avec obligation de travailler plus longtemps, coupes dans les dépenses publiques, chômeurs moins indemnisés, hausse des factures de gaz et d'électricité...

Dix millions d'Espagnols avaient fait grève jeudi 29 mars, des centaines de milliers avaient défilé dans les rues. Un nouvel appel est prévu le 1er mai. Et les travailleurs espagnols pourraient bien ne pas se contenter de simples journées d'action. Ce n'est que le début, et le début aussi d'une réaction qui devra s'étendre à toute l'Europe où, après la Grèce, le Portugal, l'Espagne, la même politique d'austérité nous menace tous.